

## **Diable de croissance !**

**Jean-Marie Harribey**

Notre collègue et ami Jean Gadrey publie en cette rentrée un livre intitulé *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire* (Éd. Les Petits matins, Alternatives économiques, 2010). Il y synthétise les nombreux articles qu'il a écrits sur son blog, dans *Alternatives économiques*, *Politis*, ou ailleurs, et qui ont suscité beaucoup d'intérêt au cours des dernières années, marquées par une crise sociale et une crise écologique provoquées par le capitalisme, intrinsèquement inégalitaire et productiviste.

### **Trois idées**

Essentiellement, trois idées sont exposées dans ce livre. La première est que la croissance économique ne peut plus constituer un objectif des sociétés, tant la ponction sur les ressources naturelles est allée jusqu'au point de détruire les équilibres écologiques, tandis que les équilibres sociaux sont promis au même destin. Présentée comme remède à tous les maux, pauvreté, inégalités, pollutions..., « la croissance est devenue croyance, culte, baume miracle pour tout panser sans avoir à penser » (p. 11). Rebaptisée « verte » elle n'en serait pas moins condamnable et condamnée car, au-delà d'un certain niveau de produit intérieur brut, les gains en termes de bien-être disparaissent. Et l'auteur rappelle les critiques adressées à l'indicateur PIB et qui suscitent aujourd'hui un regain de la recherche de nouveaux indicateurs de richesse.

La deuxième idée constitue en fait la thèse centrale de l'ouvrage de Jean Gadrey : il est possible de concevoir une société soutenable socialement et écologiquement sans croissance économique et même avec une réduction des volumes produits, tout en développant l'emploi, la valeur ajoutée et surtout les droits au « bien-vivre ».

La thèse n'est pas une vue abstraite car, troisième idée, elle peut s'incarner dans des projets concrets que Jean Gadrey considère comme autant de « plus » (p. 130-131) et dont il dresse une liste dans une quinzaine de domaines, allant des biens et services publics au logement, la santé, l'alimentation, le commerce de proximité, etc.

On ne doute pas que cet ouvrage sera remarqué. Les accros de la croissance, qu'elle soit productiviste ou verte, y verront un crime de lèse-majesté de la croissance, érigée en dieu de la modernité. Les partisans de la décroissance feront contre mauvaise fortune bon cœur (c'est le cas de Vincent Cheynet dans *La Décroissance* d'octobre 2010) parce que, bien que reprenant nombre

de leurs arguments, Jean Gadrey refuse le terme de décroissance. Il en donne la raison : ses partisans n'arrivent pas à expliquer que « la décroissance n'est pas la croissance négative » (p. 114-115) et « restent légers » sur « l'avenir de l'emploi et de la protection sociale dans la “grande transformation” vers une société soutenable » (p. 116). En d'autres termes, les partisans de la décroissance n'arrivent pas à assumer le fait que la décroissance signifie la diminution de la production. Jean Gadrey rejoint ainsi tous ceux[1] qui contestaient la stratégie d'évitement choisie par tous les théoriciens de la décroissance se réfugiant depuis des années dans un vocabulaire ambigu sinon trompeur : « la décroissance, mot-obus », « la décroissance n'est pas la récession », etc.

Comment Jean Gadrey aborde-t-il cette difficulté ? C'est ici que commence la discussion. Ou plutôt qu'elle se poursuit, car, depuis plusieurs années, j'ai un débat d'ordre méthodologique avec Jean Gadrey, auquel les lecteurs de nos blogs respectifs sont habitués. Cependant, Jean Gadrey reste sur ce point très allusif dans son livre, sans que le lecteur puisse voir quels sont les arguments qui sont face à face, et il semble faire comme si les questions étaient définitivement tranchées. Reprenons donc, à partir de deux thèmes abordés par Jean Gadrey, quelques éléments de cette discussion.

### **Une discussion méthodologique...**

Dans les deux premiers chapitres de son livre, Jean Gadrey fait un tour d'horizon des principales critiques du PIB, qui n'a jamais été et qui ne peut être un indicateur de bien-être. À l'appui de ce constat, aujourd'hui largement partagé, Jean Gadrey montre qu'au-delà d'un certain niveau de PIB, les gains en termes de bien-être disparaissent. Ainsi, si l'on cherche une corrélation entre le niveau du PIB par habitant et le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire, on ne la trouve pas dès que l'on dépasse 12 000 dollars de PIB annuel par habitant. Évidemment, comment pourrait-on la trouver puisque ces taux de scolarisation sont déjà à 100 % ou très proches de ce maximum ? Même si le PIB continuait d'augmenter indéfiniment, on ne dépasserait jamais nulle part le taux de 100 % d'élèves scolarisés dans le secondaire, et donc toute corrélation entre la croissance de l'un et celle de l'autre disparaîtrait. C'est la même chose pour l'espérance de vie, autre corrélation recherchée dans le livre, car il y a une limite à l'augmentation de l'espérance de vie.

On peut multiplier les exemples, lorsque l'un des deux termes de la corrélation recherchée connaît a priori une limite qui lui est propre et que l'autre ne connaît pas ce type de contrainte, les évolutions de l'un et de l'autre sont obligatoirement déconnectées et on ne peut rechercher dans la mathématique la preuve que le PIB ne peut apporter et représenter indéfiniment le bien-être. Cette preuve, il faut la chercher ailleurs, notamment dans l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur économique, qui reste malheureusement incomprise de la plupart des travaux officiels sur

les indicateurs (dont ceux de la Commission Stiglitz et de certaines des critiques qui en ont été faites[2]). Jean Gadrey cherchera toujours vainement dans les « outputs réels » (p. 83) un quelconque indice d'utilité ou de satisfaction dans l'évaluation des biens industriels et des services, utilité ou satisfaction qui ne peuvent être évaluées monétairement dans un cas comme dans l'autre. Sauf à rejoindre le rivage néo-classique, l'utilité n'est pas le déterminant de la valeur économique. Et, contrairement à ce que semble vouloir dire Jean Gadrey (p. 38), la richesse économique (pas la richesse globale) qu'il veut réduire ne se résume pas à la richesse marchande. En effet, on peut très bien soutenir que le travail effectué dans les services non marchands est authentiquement productif de richesse (personne n'en doute sauf les ultra-libéraux) et aussi de valeur économique (beaucoup en doutent encore mais ça changera...)[3], sans parler de la production de lien social et de tant d'autres formes de richesses non monétaires et non comptabilisables. La question peut sembler tirée par les cheveux, mais, en fait, elle renvoie aux différents niveaux et différentes formes de la richesse, sur lesquels il devrait pouvoir être trouvé un terrain d'entente : la richesse, dans son sens le plus général dépasse la richesse économique exprimée sous forme monétaire, qui elle-même ne se réduit pas à la valeur marchande.[4]

Il y a un deuxième problème méthodologique dans le livre de Jean Gadrey dont j'ai souvent discuté avec lui et sur lequel il conviendrait enfin d'avancer afin que le lecteur, pris entre la décroissance, l'anti-croissance, l'a-croissance, la croissance différente ou un développement qualitatif, puisse y voir un peu plus clair. Jean Gadrey insiste à plusieurs reprises sur un paradoxe qu'il présente ainsi : « Mon affirmation selon laquelle la croissance économique d'un secteur n'est pas nécessaire à la progression de la valeur ajoutée (et du volume de travail ou d'emploi associé) surprend forcément : la croissance économique d'un secteur étant celle de sa valeur ajoutée, comment puis-je dire que la valeur ajoutée peut progresser sans croissance ? La réponse réside dans la distinction essentielle entre les variations de la valeur ajoutée "à prix constants" (les statisticiens disent aussi "en volume" ou en "termes réels") et la mesure de la valeur ajoutée exprimée en valeur monétaire. Seules les premières interviennent dans la mesure de la croissance économique, alors que c'est la seconde qui est au cœur de la question du volume de travail et, par ce biais, de l'emploi. » (p. 117).

Si Jean Gadrey a raison de dire que la croissance sectorielle ne mesure que des variations physiques, il ne peut ignorer que, sur le plan de l'ensemble de l'économie, la variation dite « en volume » est calculée à partir des valeurs ajoutées exprimées monétairement, même une fois éliminée l'inflation. Son raisonnement ne serait juste que si les futurs biens et services soutenables étaient identiques à ceux d'aujourd'hui. Or, d'un côté, il nous dit avec raison qu'ils seront d'une nature différente, en termes d'utilisation des ressources et de qualité et aussi de travail et donc de valeur, et qu'on a affaire à « des paniers n'ayant pas la même structure » (p. 94). De l'autre, il retient une « hypothèse centrale » (p. 87) totalement opposée, selon laquelle une tonne de blé bio ne serait pas distinguée d'une tonne issue de l'agriculture polluante (p. 85-86) ou bien que « la tonne de blé moderne est la même chose que la tonne de blé ancienne » (p. 87).[5] Le journal Le Monde a publié les 26 et 27 septembre 2010 un reportage sur « Le bio tente

de plus en plus d'agriculteurs français » et a donné la parole à l'un d'entre eux, Éric Gobard : « On a 25 % à 40 % de baisse de rendement mais la production est payée deux fois plus cher. » Ce témoignage confirme exactement la thèse que je soumetts depuis longtemps à Jean Gadrey : si on transformait l'agriculture capitaliste industrielle en agriculture biologique, on ne peut savoir à l'avance si la diminution des quantités sera plus ou moins compensée par la hausse de la valeur des productions.

En généralisant, on ne sait pas a priori si le passage à une économie écologique entraînera une hausse ou une baisse du PIB dont le « volume » sera toujours calculé en multipliant des quantités physiques par des prix, même une fois déduit le taux d'inflation. Des produits de qualité seront le plus souvent à plus haute valeur ajoutée que la plupart des produits actuels, non pas parce qu'on aura mesuré un meilleur indice de satisfaction mais parce qu'ils auront été produits dans des conditions plus exigeantes. Pourquoi Jean Gadrey écarte-t-il ce qu'il dit lui-même : « les produits "verts" seront logiquement plus chers en moyenne (s'ils sont verts dans leurs contenus et processus de production et pas seulement sur l'emballage) » (p. 126) ?

Mon raisonnement s'applique aussi aux fameux gains de productivité, car au numérateur du rapport productivité (production/volume de travail), il y a la production évaluée en volume... monétaire. Méthodologiquement, il faut donc faire la différence entre une hausse des prix qui résulte d'une plus haute valeur ajoutée et celle qui découle de l'érosion monétaire ou de la spéculation.

Par ailleurs, si l'on regarde de près l'inventaire que dresse Jean Gadrey de tous les « plus » (p. 130-131) de production qui seraient nécessaires pour satisfaire des besoins sociaux essentiels, on voit bien que l'« adieu à la croissance » se traduirait vraisemblablement par une croissance de la valeur ajoutée et donc du PIB, au moins pendant tout un temps de transition.

En définitive, le projet que l'on pourrait considérer comme souhaitable peut, quoi que Jean Gadrey en dise et bien que cela puisse surprendre à première vue, se résumer ainsi : diminution des volumes produits (donc moindre ponction sur les ressources naturelles et moindre dégradation des écosystèmes) et, pourtant, possible augmentation du PIB. Précisons que cela ne signifie en aucune manière une focalisation sur le PIB, celui-ci n'ayant pas d'autre mérite que d'indiquer quel est le montant global des revenus qui pourront être distribués, aux amortissements près.

S'il y a une augmentation de la valeur ajoutée bien qu'obtenue avec des productions globalement réduites en quantités physiques – synonyme pour moi de croissance du PIB, mais pas pour Jean Gadrey –, cette plus grande valeur ajoutée aura logiquement pour équivalent un plus grand revenu national qui se traduira par un... moindre pouvoir d'achat en termes de quantités de biens et services. Il faudra alors espérer que l'amélioration de la qualité qui résultera de la modification des processus de production compensera, et au-delà, la diminution des quantités : par exemple, au

lieu de pouvoir manger deux fois par jour de la mauvaise viande produite dans des élevages intensifs, on mangera de la bonne viande une fois tous les deux ou trois jours ou une fois par semaine...

Il découle de cela que, comme le dit Jean Gadrey, il faudra certainement à l'avenir davantage de travail et non pas moins. À condition de préciser qu'il s'agira du volume global et non de la durée individuelle du travail, d'où la possibilité de développer le nombre d'emplois. En ne distinguant pas suffisamment productivité horaire du travail et productivité par tête, on ne voit pas que l'« enrichissement de la croissance en emplois » (p. 81), chère aux économistes libéraux, est l'exact inverse mathématique de la baisse de la productivité par tête[6], réclamée par Jean Gadrey, et que l'évolution de la productivité par tête et celle de la productivité horaire peuvent diverger : par exemple, pour une production donnée, la productivité par tête diminue si l'on embauche, mais la productivité horaire reste constante si on diminue proportionnellement le temps de travail individuel. On voit donc que la baisse de la première n'entame pas l'efficacité productive si la seconde reste au même niveau, une fois s'être assurés de l'absence de conséquences fâcheuses sur la nature.

### **... aux conséquences politiques**

Peut-on en rester à des remarques méthodologiques ? Bien entendu, non. D'abord parce que je partage complètement le projet politique présenté par Jean Gadrey : incapacité du capitalisme à satisfaire les besoins humains autres que solvables, illusion de la croissance verte, absolue nécessité de conduire de front la recherche du progrès social et le progrès écologique.

Ensuite, une fois établis l'impossibilité et peut-être même le caractère non souhaitable d'une croissance infinie, la croissance sans fin et la décroissance sont en miroir l'une de l'autre. Jean Gadrey appelle de ses vœux quelque chose qu'il hésite à nommer : « croissance qualitative » étant pour lui un oxymore, il pencherait plutôt pour « belle “croissance désirable” » (p. 132). Or ne suffit-il pas de réhabiliter le concept de développement qualitatif ? Je suis toujours étonné que les partisans de la décroissance, affichés ou honteux, oublient ce que disait le premier de leurs inspirateurs, Nicholas Georgescu-Roegen : « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la “croissance” tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre croissance et développement. [...] Au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur le taux global d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle.) »[7]

La réhabilitation d'un développement humain qualitatif concerne tous les êtres humains, mais tout particulièrement les habitants pauvres des pays pauvres. Aussi est-il raisonnable et équitable de dire avec Jean Gadrey que « les réorientations nécessaires vont s'accompagner du développement quantitatif et qualitatif de certaines productions et consommations, mais aussi de limitations pour d'autres » (p. 124-125), et que « les pays pauvres ont assurément besoin d'une forme de développement humain durable qui, dans leur cas, passe par la croissance de certaines productions de biens et services essentiels insuffisamment présents dans ces pays » (p. 137). Je ne peux qu'approuver ce choix politique qui était déjà celui exprimé dans le livre d'Attac *Le développement a-t-il un avenir ?*[8] et qui nous avait valu à l'époque les quolibets venant de toute la sphère décroissanciste, jusque dans les colonnes du Monde sous la plume d'Hervé Kempf[9].

Cependant, Jean Gadrey plaide tour à tour pour la baisse de la productivité du travail dans les services, dans l'agriculture, d'autant que les gains se réduisent peu à peu, et pour la hausse des rendements agricoles (p. 91). Est-ce un nouveau paradoxe ou bien s'agit-il de prendre en compte la situation alimentaire dans les pays pauvres ?[10]

Avec l'affaire de la productivité, il était normal d'aborder la question si actuelle des retraites. Bien qu'il juge nécessaire mais insuffisante la baisse de la durée individuelle du travail, Jean Gadrey rejoint les analyses que quelques-uns avancent depuis déjà plusieurs années[11] : la retraite n'est pas seulement une question de gros sous mais met en jeu la place du travail dans la société, l'accès à des services non marchands élargis, la réduction des inégalités, le partage des revenus et celui du travail. Concernant le financement, Jean Gadrey juge suffisant de récupérer annuellement sur les profits « des dizaines de milliards sans croissance quantitative » (p. 148). Il semble oublier que les sommes à « récupérer » croîtront avec l'évolution démographique et que, bien qu'importantes dès aujourd'hui, ces sommes ne peuvent être considérées comme figées. Dans le dernier chapitre du livre d'Attac et Copernic sur les retraites référencé ci-dessous, j'ai pour ma part estimé que la part de la masse salariale dans le PIB devrait progresser jusqu'à 78 % pour financer les retraites s'il n'y avait pas du tout de croissance pendant quarante ans, soit une augmentation d'environ 13 points par rapport à aujourd'hui. Il serait étonnant que c'est à un tel scénario que pense Jean Gadrey, d'autant qu'il prône un « développement des services hors logique marchande » (p. 146), ce qui nous ramène à la discussion ci-dessus.

L'hésitation que l'on rencontre parfois dans certains milieux écologistes à propos du financement des retraites tient à une croyance diffuse qu'il existerait une source autre que le travail productif pour distribuer des revenus et des prestations qui sont toujours la contrepartie comptable de la production enregistrée dans le PIB.[12] Jean Gadrey est trop averti pour tomber dans ce travers, mais tout le monde gagnerait à ce que soient dissipés toute ambiguïté et tout malentendu : seul le travail engendre des revenus distribuables et c'est le rapport des forces social qui commande ensuite leur répartition. De ce point de vue, les partisans de la décroissance n'apportent rien de nouveau au débat sur les retraites.[13]

### **Pour conclure provisoirement**

Il faut en finir avec le mythe de la croissance infinie et aussi avec son envers, la décroissance dont les partisans ne nous disent jamais l'objet, ni le périmètre, ni le point final.

Il est aussi faux de prétendre, les uns, que la croissance crée automatiquement des emplois et, les autres, qu'elle n'en crée pas ou plus. On ne crée des emplois pour intégrer toute la population active que si la durée du travail diminue plus fortement que l'écart qui sépare l'évolution de la productivité horaire du travail et celle de la production. En l'absence de variation de la durée du travail, l'équation se résout à trois dimensions seulement : l'emploi augmente si la productivité (par tête ou horaire, car dans ce cas leur évolution est identique) progresse moins vite que la production ; ou si, en cas de recul de l'économie, la productivité diminue plus vite que la production, avec au bout du compte une spirale infernale.

Prédire pour le moyen terme un avenir positif ou négatif à la croissance relève de la boule de cristal, tellement les transitions à opérer seront complexes et se traduiront vraisemblablement par des baisses ici et des hausses là.

De toute façon, le plus probable est que des phases de décélération (de ralentissement, disent aujourd'hui les partisans de la décroissance, après s'être moqués de son synonyme) précéderont les diminutions sectorielles nécessaires.

Toute discussion sur le contenu de la production, car l'important est là, ne peut s'exonérer de revisiter les concepts irréductibles de valeur d'usage (richesse au sens large) et de valeur économique (dont l'expression est monétaire et qui se scinde en valeur marchande et valeur non marchande).

Et, au total, bien malin qui donnera à l'avance le bilan général en termes de PIB, car la croissance peut se nicher là où on ne l'attend pas. Et le diable est toujours dans les détails.

Le lecteur que je suis et qui prétend critiquer a le beau rôle, tandis que l'auteur dont le livre est passé au crible a, lui, le courage de s'avancer sur un terrain dangereux, celui où il est presque certain de prendre des coups, mais, au moins, il est assuré que son œuvre n'a pas été ignorée et qu'elle a été au contraire examinée attentivement. Autrement dit, elle est hautement digne d'intérêt. La tentative de Jean Gadrey était risquée et, de tous côtés, elle sera scrutée. On ne s'aventure pas sans audace à prôner la décroissance tout en refusant le concept, et à condamner le capitalisme avec neuf circonstances aggravantes (p. 155-158) tout en avouant sa médiocre appétence pour la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (p. 158). Jean Gadrey tente le

grand écart qui ne manquera pas de nourrir le débat. Pour cela, qu'il soit remercié.

[1] Voir notamment J.M. Harribey, « [Du côté de la décroissance : questions encore non résolues, Décroissance ou Neuvième Symphonie ?](#) », Cahiers marxistes, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195.

[2] Voir J.M. Harribey, « [Le rapport Stiglitz : une extension démesurée du PIB](#) », La Revue du MAUSS, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, premier semestre 2010, p. 63-82.

[3] Voir notamment, pour un abord assez facile, J.M. Harribey, « [Les vertus oubliées de l'activité non marchande](#) », Le Monde diplomatique, novembre 2008 ; pour un approfondissement, J.M. Harribey, « [Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique](#) », Economie appliquée, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, et « [Légitimer la production non marchande et son extension : anticipation, financement et paiement du non marchand, trois moments distincts de la dynamique économique](#) », version anglaise dans International Journal of Political Economy, Vol 38, N° 1, p. 58-80.

[4] Voir le schéma 1 que j'ai proposé dans « [Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique](#) », op. cit.

[5] Cette « hypothèse centrale » (p. 87) retenue par Jean Gadrey suppose que les comptes nationaux sont tellement aveugles qu'ils ignorent les transformations structurelles de l'économie sur le long terme. Or cette hypothèse peut difficilement être retenue pour rendre compte d'une société qui aurait accompli sa « grande bifurcation » (p. 72). Je précise que ce n'est pas l'idée de bifurcation qui me choque, au contraire, puisque j'avais moi-même utilisé cette notion dans l'éditorial « [Relancer ou bifurquer ?](#) » de Lignes d'Attac, n° 72, décembre 2008.

[6] Cela se déduit du fait que le contenu de la production en emplois (nombre



d'emplois/production) est l'inverse de la productivité par tête (production/nombre d'emplois).

[7] N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la terre, 1995, p. 104-106.

[8] Attac, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

[9] H. Kempf, *Le Monde des livres*, 8 octobre 2004.

[10] Je n'ai pas compris où Jean Gadrey a pu trouver quelqu'un qui aurait soutenu l'idée que les gains de productivité obtenus pendant les Trente Glorieuses ne relevaient pas du productivisme (p. 77). Il y a certes encore à gauche beaucoup trop de nostalgiques de cette période mais on ne peut pas les accuser de la présenter comme une phase non productiviste, puisque, justement, ils ne cachent pas leur foi dans le productivisme !

[11] Voir Attac et Fondation Copernic, *Retraites : l'heure de vérité*, Paris, Syllepse, 2010.

[12] La même croyance existe à propos du revenu d'existence.

[13] Voir par exemple les trois contributions de Jean Gadrey, Marion Desbureau et Didier Harpagès dans *La Décroissance*, octobre 2010.